

OPPORTUNITY INVEST
société par actions simplifiée absorbante
Siège social: **39, rue Félix Jacquier, 69006 Lyon,**
France
RCS Lyon 921 280 418

et

CV2A
société anonyme absorbée
Siège social: **45, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg,**
Grand-Duché de Luxembourg
R.C.S. Luxembourg: B 170009

PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIERE PAR ABSORPTION
EN DATE DU 11 JUIN 2026.

Entre les soussignées :

1) **OPPORTUNITY INVEST**, une société par actions simplifiée de droit français ayant son siège social au 39, rue Félix Jacquier, F-69006 Lyon, France, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 921 280 418, représentée par son Président, Monsieur Arnaud PASCAL

Ci-après désignée OPPORTUNITY INVEST ou la Société Absorbante

D'UNE PART

2) **CV2A**, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 170009, ici représentée 2 (deux) de ses administrateurs,

Ci-après désignée CV2A ou la Société Absorbée

D'AUTRE PART

Ci-après collectivement désignées les « **Parties** » ou les « **Sociétés Fusionnantes** » et individuellement une « **Partie** ».

Paraphe DS
 

PREAMBULE :

Les organes de gestion des Sociétés Fusionnantes décidé d'initier un processus de fusion transfrontalière par absorption (ci-après désignée la « **Fusion** ») par lequel la Société Absorbée, au moment d'une dissolution sans liquidation, transférerait l'ensemble de son patrimoine actif et passif à la Société Absorbante.

Partant, les organes de gestion des Sociétés Fusionnantes ont conjointement rédigé, conformément aux dispositions de la Directive n°2017/1132 relative à certains aspects du droit des sociétés et par les dispositions du droit français des articles L-236-1 et suivants du Code de Commerce, complétées par les dispositions des articles R-236-20 à R-236-40 du Code de Commerce (ci-après désigné le « **Code de Commerce** ») ainsi que les dispositions de la section 5 du Chapitre II du Titre X de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (ci-après désignée la « **LSC** »), un projet commun de fusion transfrontalière dont les modalités de la fusion sont détaillées comme suit :

1. CARACTERISTIQUES DES SOCIETES FUSIONNANTES (ARTICLE 1025-4 1° DE LA LSC ET ARTICLE R.236-21 1° DU CODE DE COMMERCE FRANCAIS).

- 1.1. OPPORTUNITY INVEST est une société par actions simplifiée de droit français dont le siège social est situé au 39, rue Félix Jacquier, 69006 Lyon, France, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 921 280 418.
- 1.2. CV2A est une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 170009.
- 1.3. A la suite de la fusion, la forme juridique, la dénomination sociale et le siège social de la Société Absorbante ne changeront pas.

2. LES MOTIFS, BUTS ET CONDITIONS DE LA FUSION TRANSFRONTALIERE (ARTICLE R.236-21 2° DU CODE DE COMMERCE FRANCAIS).

La fusion envisagée constitue une opération de restructuration interne du groupe auquel appartiennent les Sociétés Fusionnantes, opération destinée à permettre une simplification de l'organigramme dudit groupe et une rationalisation entraînant un allègement des coûts de gestion administrative.

3. COMPTES SERVANT DE BASE À LA FUSION

Les comptes de la Société Absorbée utilisés pour définir les conditions de la Fusion Transfrontalière sont ceux arrêtés à la dernière date de clôture de l'exercice social de la Société Absorbée, soit le 31 décembre 2025.

Une situation comptable établie au 31 décembre 2025 a été établie pour la Société Absorbante.

Paraphe DS
 

4. METHODE D'ÉVALUATION

Les sociétés participant à la fusion étant sous contrôle distinct, les éléments d'actif et de passif apporté par la société absorbée sont évalués, conformément aux dispositions des articles 710-1 et suivants du Plan comptable général français et du Plan Comptable Normalisé luxembourgeois, à leur valeur réelle au 31 décembre 2025.

5. COMMISSAIRE À LA FUSION

Les actionnaires de la société CV2A, suivant résolutions prises en assemblée générale extraordinaire du 28 mai 2026 et les associés de la société OPPORTUNITY INVEST, par décision en date du 21 mai 2026, ont écarté à l'unanimité, l'intervention d'un commissaire à la fusion, conformément aux dispositions de l'article L. 236-10 du Code de commerce.

Les associés de la société OPPORTUNITY INVEST, par décision en date du 21 mai 2026, ont désigné à l'unanimité, le Cabinet IN EXTENSO domicilié 24 chemin des Verrières 69260 Charbonnières-les-Bains, en qualité de Commissaire aux apports, avec pour mission d'apprécier sous sa responsabilité la valeur des apports en nature devant être effectués par la société CV2A à la société OPPORTUNITY INVEST et d'établir à cet effet le rapport prévu à l'article L. 225-147 du Code de commerce.

6. OPÉRATIONS INTERVENUES DEPUIS LE 1ER JANVIER 2026

La société CV2A n'a depuis le 1er janvier 2026, réalisé aucune opération significative sortant du cadre de la gestion courante, et n'a cédé ou acquis aucun actif immobilisé dont la transmission donne lieu à des formalités de publicité particulières.

Elle s'interdit jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, si ce n'est avec l'accord de la Société Absorbante, d'accomplir des actes ou opérations de cette nature. Elle ne prendra aucun engagement important sortant du cadre de la gestion courante.

En outre, aucune opération susceptible d'affecter le processus de fusion n'est prévue entre la date du projet commun de traité de fusion et la Date de Réalisation.

7. DATE DE RÉALISATION DE LA FUSION

Au plan juridique, comptable et fiscal, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à l'article 20 ci-après, la fusion sera effective, d'un point de vue juridique, comptable et fiscal, au jour suivant la date de délivrance du certificat de légalité (article L236-44 alinéa 4 du Code de commerce français – article 1025-15 (2) de la LSC).

A compter de cette date, la Société Absorbante sera propriétaire et entrera en possession de tous les biens et droits de la Société Absorbée qui cessera d'exister.

8. UNE DESCRIPTION DES EFFETS PROBABLES DE LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE SUR L'EMPLOI (ARTICLE 1025-4 4° DE LA LSC ET ARTICLE R.236-21 12° DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS).

Etant donné qu'aucune des Sociétés Fusionnantes n'a d'employé, la Fusion n'aura pas de répercussion sur l'emploi.

Paraphe DS



A la date du présent Projet Commun de Traité de Fusion, ni la Société Absorbante, ni la Société Absorbée n'ont de droit de participation des salariés tels que visés à l'article 133 de la Directive (UE) 2017/1132 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017 relative à certains aspects du droit des sociétés.

Il ne sera pas non plus créé de tels droits de participation au sein de la Société Absorbante suite à la Fusion.

Il n'est donc pas nécessaire d'établir des procédures pour la mise en place de dispositions concernant la manière dont les salariés seront impliqués dans l'établissement de leurs droits à participation dans la société résultant de la Fusion Transfrontalière.

9. DROITS RESERVES PAR LA SOCIETE ABSORBANTE AUX ASSOCIES AYANT DES DROITS SPECIAUX ET PORTEURS DE TITRES AUTRES QUE DES ACTIONS OU DES PARTS SOCIALES REPRESENTATIF DU CAPITAL SOCIAL OU LES MESURES PROPOSEES A LEUR EGARD (Article 1025-4 7° DE LA LSC ET ARTICLE R.236-21 6° DU CODE DE COMMERCE FRANCAIS).

Au moment de la Fusion, la Société Absorbée ne comptera aucun actionnaire ayant des droits spéciaux, ni aucun porteur de titres autres que des actions représentatives du capital social.

Il n'y a dès lors pas lieu d'indiquer les mesures proposées à l'égard d'actionnaires ayant des droits spéciaux ou des porteurs de titres autres que les actions pour assurer le respect de leurs droits.

10. TOUS AVANTAGES PARTICULIERS ATTRIBUES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE OU DE CONTRÔLE DES SOCIETES QUI FUSIONNENT (ARTICLE 1025-4 8° DE LA LSC ET ARTICLE R236-21 7° DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS).

Il n'est accordé, par l'effet de la Fusion, aucun avantage particulier ni aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes.

11. LES MODALITÉS D'ATTRIBUTION D'UNE OFFRE DE RACHAT AUX ASSOCIÉS CONFORMÉMENT À L'ARTICLE L. 236-40 DU CODE DE COMMERCE (ARTICLE R. 236-21 13° DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS)

Compte tenu du fait que la Fusion fait partie d'une restructuration intragroupe, il est attendu que les trois actionnaires de la société CV2A (Monsieur Arnaud PASCAL, Madame Charlotte PASCAL et la société 2CA2P) votent en faveur de la Fusion. Par ailleurs, aucun actionnaire de la société CV2A n'est porteur d'actions dénuées de droit de vote ou dont ces derniers sont temporairement suspendus. Par conséquent, aucune offre de rachat des actions de la société CV2A émises à l'issue de la Fusion, dans les conditions de l'article L. 236-40 C. Com., ne sera envisagée au profit des actionnaires.

12. INFORMATIONS CONCERNANT L'EVALUATION DU PATRIMOINE ACTIF ET PASSIF TRANSFERE A LA SOCIETE ISSUE DE LA FUSION TRANSFRONTALIERE (ARTICLE 1025-4 11° DE LA LSC ET ARTICLE R236-21 8° DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS).

Les sociétés participant à la fusion étant sous contrôle distinct, les éléments d'actif et de passif apporté par la société absorbée sont évalués, conformément aux dispositions des articles 710-1 et suivants du Plan comptable général français et du Plan Comptable Normalisé luxembourgeois, à leur valeur réelle au 31 décembre 2025.

12.1 Actif apporté

L'apport fusion comprend, sans que sa désignation puisse être considérée comme limitée, les éléments suivants tels qu'ils figurent dans les livres de la société CV2A à la date du 31 décembre 2025 :

1) Actif immobilisé :

➤immobilisations incorporelles :

Néant

➤immobilisations corporelles

Néant

Total des immobilisations corporelles.....

Néant

➤immobilisations financières

	Valeur comptable	Valeur réelle
Détention DMPR	EUR 13 330	32 670 €
Créance DMPR	EUR 41 000	41 000

Total des immobilisations financières (valeur réelle) :.....EUR 73 670,00

2) Actif circulant :

L'actif circulant inscrit dans les livres de la société « CV2A » au 31 décembre 2025, comprend :

➤ Créances

- CréancesEUR 523 391,69

- Valeurs mobilièresEUR 107 830,85

- Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse.....EUR 957 193,34

Soit un total deEUR 1 588 415,88

3) Comptes de Régularisation :

Néant

MONTANT TOTAL DES ACTIFS APPORTES PAR LA SOCIETE « CV2A » (valeur réelle)**..... EUR 1 662 085,88****12.2 PASSIF TRANSMIS**

En contrepartie des actifs qui lui sont apportés, la Société Absorbante prendra en charge et acquittera aux lieu et place de la Société Absorbée, l'intégralité du passif de cette dernière, sans aucune exception ni réserve.

Le passif exigible, tel qu'il ressort du bilan de la société « CV2AL », au 31 décembre 2025, et transmis à la Société Absorbante, comprend :

➤PROVISIONS

⇒ Provisions EUR 513,00

➤DETTES

⇒ dettes.....EUR 532 982,07

Soit un total deEUR 532 982,07

MONTANT TOTAL DU PASSIF DE LA SOCIETE « CV2A»**PRIS EN CHARGE :**EUR 533 495,07**12.3 ACTIF NET APORTE PAR LA SOCIETE CV2A :**

Le montant total de l'actif net transmis par la société « CV2A» est calculé ainsi qu'il suit :

Total actif :**EUR 1 662 085,88**Passif pris en charge :**EUR 533 495,07**

=====

ACTIF NET TRANSMIS :**EUR 1 128 590,81****13. DETERMINATION DU RAPPORT D'ECHANGE**

La parité de fusion a été déterminée par référence aux valorisations respectives des sociétés CV2A et OPPORTUNITY INVEST.

Il ressort de cette évaluation que :

- la valeur d'une action de CV2A s'élève à 11 285,90 euros
- la valeur d'une action de OPPORTUNITY INVEST s'élève à 34,47 euros

En conséquence de ces valorisations respectives, le rapport d'échange est fixé à 1 000 actions de la société OPPORTUNITY INVEST pour 3 actions de la société CV2A.

Les modalités de détermination de la parité sont détaillées en Annexe 1

Paraphe


DS


14. REMUNERATION DE L'APPORT FUSION

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté par la société CV2A à la société OPPORTUNITY INVEST s'élève donc à 1 128 590,81 euros.

En rémunération de cet apport net, 32 742 actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées, seraient créées par la société OPPORTUNITY INVEST à titre d'augmentation de son capital de 32 742 euros.

Les 32 742 actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de prise d'effet de la fusion entre les parties, soit à compter du jour du jour suivant la délivrance du certificat de contrôle de légalité par le Greffier français,. Elles seront entièrement assimilées aux titres déjà existants. Elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires de la société absorbante, jouiront des mêmes droits et supporteront les même charges, notamment toute retenue d'impôts, en sorte que tous les titres de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou de tout remboursement effectué pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation.

Aucune soulte ne sera versée dans le cadre de la présente opération.

15. PRIME DE FUSION

La différence entre la valeur nette des biens apportés (1 128 590,81 euros) et la valeur nominale globale des actions rémunérant cet apport (32 742 euros), soit 1 095 848,81 euros, constitue une prime de fusion qui sera inscrite au passif du bilan de la société absorbante à un compte intitulé "Prime de fusion" sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux de la société absorbante.

16. CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT

EN CE QUI CONCERNE LA SOCIETE OPPORTUNITY INVEST

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que la Société Absorbante s'oblige à accomplir et exécuter, savoir :

La Société Absorbante prendra les biens et droits à elle apportés, avec tous ses éléments corporels et incorporels en dépendant dans l'état où le tout se trouvera lors de la prise en possession sans pouvoir demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état des objets mobiliers ou erreur dans leur désignation.

La Société Absorbante reprendra tous les engagements souscrits par la Société Absorbée vis à vis des administrations ainsi que des établissements bancaires.

Elle exécutera notamment, comme la Société Absorbée aurait été tenue de le faire elle-même, toutes les clauses et conditions jusqu'alors mises à la charge de la société CV2A, sans recours contre cette dernière.

Elle se conformera aux lois, règlements et usages concernant l'exploitation apportée et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout, à ses risques et périls.

La Société Absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de la Société Absorbée.

La Société Absorbante sera substituée purement et simplement avec effet au jour suivant la délivrance du certificat du contrôle de légalité au plan juridique, comptable et fiscal dans les charges et obligations inhérentes aux biens et droits apportés. En conséquence, elle supportera à compter de cette date, tous les impôts, contributions, taxes, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation des biens et droits, objets de l'apport-fusion.

La Société Absorbante aura seule droit aux dividendes et autres revenus échus sur les droits sociaux à elle apportés et fera son affaire personnelle, après réalisation définitive de la fusion, de la mutation à son nom de ces droits sociaux.

La Société Absorbante sera tenue à l'acquit de la totalité du passif de la Société Absorbée, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créances pouvant exister et relatif au passif pris en charge, sauf à obtenir de tous créanciers, tous accords modificatifs de ces termes et conditions.

La Société Absorbante sera substituée à la société CV2A dans tous les droits et obligations découlant de tous baux, location, et droits d'occupation et de leurs avenants consentis à la société CV2A et de toutes procédures judiciaires ou autres, en cours.

En conséquence, la société Absorbante paiera toutes les redevances et tous les loyers afférents à ces baux, et droits d'occupation, elle exécutera toutes les clauses et conditions en résultant, et ce, à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion.

La société Absorbante supportera toutes les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, conventionnelles ou légales pouvant grever l'actif apporté, sauf à s'en défendre et à profiter en retour de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre la société CV2A et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en avait en vertu de tous titres réguliers non prescrits par la Loi.

La société Absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant l'exploitation des biens apportés et se chargera d'effectuer toutes les formalités et de remplir toutes les obligations prescrites par la réglementation.

Dans l'hypothèse où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'accord ou l'agrément d'un co-contractant ou d'un tiers quelconque, la société CV2A sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la société Absorbante.

La société Absorbante sera intégralement subrogée dans les droits de la société CV2A, pour intenter ou suivre toutes actions judiciaires, donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir ou payer toutes sommes dues à la suite de ces décisions.

Paraphe	DS
	

EN CE QUI CONCERNE LA SOCIETE CV2A, Société Absorbée :

Les apports à titre de fusion sont faits sous les garanties, charges et conditions ordinaires et de droit, et en outre, sous celles qui figurent dans le présent acte.

La Société Absorbée s'oblige à fournir à la Société Absorbante tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis à vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

Elle s'oblige notamment à faire établir, à première réquisition de la Société Absorbante, tous actes complémentifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

Elle s'oblige également à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

17. PUBLICATIONS ET DROIT D'OPPOSITION DES CREANCIERS

A. PUBLICATION

Pour la Société Absorbée:

Le projet de fusion sera déposé et publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations, six semaines au moins avant la date prévue pour l'actionnaire unique appelée à se prononcer le cas échéant sur ledit projet de Fusion Transfrontalière conformément à ce projet de fusion.

Pour la Société Absorbante:

Le projet de fusion sera déposé au Greffe du Tribunal des Activités Economiques de LYON simultanément au dépôt effectué pour la Société Absorbée et publié au BODACC.

B. GARANTIES OFFERTES AUX CREANCIERS DES SOCIETES FUSIONNANTES (ARTICLE 1025-4 14° DE LA LSC ET ARTICLE R.236-21 14° DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS)

Les créanciers dont la créance est née antérieurement à la publication du Projet et ne sont pas encore échues au moment de cette publication et qui ne sont pas satisfaits des garanties offertes dans le Projet, peuvent, après notification préalable à la société débitrice et dans les trois (3) mois qui suivent la publication du Projet, saisir le magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la Société Absorbante à son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés pour obtenir des garanties adéquates dans les conditions de l'article 1025-11 de la LSC.

L'introduction d'une telle demande n'aura pas d'effet suspensif sur la Fusion.

La Société Absorbante peut écarter cette demande en payant le créancier, même si la créance est à terme.

Les créanciers de la Société Absorbée deviennent les créanciers de la Société Absorbante à compter de la Date de Réalisation. Il est précisé, en tant que de besoin, que les créanciers de la Société Absorbée dont les créances seraient antérieures à la publication du Projet de Fusion pourront faire opposition dans les conditions prévues à l'article L.236-15 du Code de commerce français. Conformément aux dispositions légales, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de la Fusion. Tout créancier qui s'oppose à la Fusion en temps utile se verra accorder une protection suffisante pour ses créances sur l'une des Sociétés Fusionnantes, par exemple sous la forme d'une garantie, à convenir entre celle des Sociétés Fusionnantes concernée et le créancier qui s'y oppose.

Les créanciers de la Société Absorbante dont la créance serait antérieure à la publication du projet de fusion, et conformément à l'article R. 236-34 du Code de commerce français, pourront faire opposition dans le délai de trois (3) mois à compter de la dernière insertion ou de la mise à disposition du public de ce projet de fusion sur le site internet de chacune des parties prescrites par l'article R. 236-2 du Code de commerce français ou, le cas échéant, par l'article R. 236-3 du Code de commerce français. Toute opposition faite par un créancier de la Société Absorbante devra être portée devant le Tribunal des Activités Economiques de LYON, lequel tribunal pourra, soit la rejeter, soit ordonner le remboursement de la créance concernée ou la constitution de garanties si la Société Absorbante en offre et si elles sont jugées suffisantes. À défaut de remboursement des créances concernées ou de constitution des garanties ordonnées, la fusion sera inopposable aux créanciers opposants.

18. RAPPORT DES ORGANES D'ADMINISTRATION OU DE DIRECTION

Conformément à l'article 1025-6 de la LSC et aux articles L 236-36 et R 236-24 du Code de Commerce français, l'organe d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent établit un rapport écrit et circonstancié à l'attention des actionnaires, qui expose la situation patrimoniale des sociétés appelées à fusionner et qui explique et justifie, d'un point de vue juridique et économique, l'opportunité, les conditions et les modalités de la fusion transfrontalière, les conséquences de la fusion transfrontalière pour les associés ou actionnaires.

19. DOCUMENTS MIS À LA DISPOSITION DES ASSOCIES

Conformément à l'article 1025-8 de la LSC et à l'article R 236-24 du Code de Commerce français, les documents suivants seront tenus, à la disposition des associés/actionnaires au moins un mois avant la date de la réunion de l'assemblée:

- ce Projet de Fusion Transfrontalière et ses annexes;
- les rapports visés à l'article 1025-6 et aux articles R 236-24 du Code de Commerce français (rapport des organes d'administration) ;
- le rapport visé à l'article 1025-7 de la LSC et à l'article L236-10 du Code de Commerce français (rapport de l'expert indépendant sur l'examen du projet de fusion transfrontalière), sauf renonciation des actionnaires des Sociétés Fusionnantes ;
- les comptes annuels, les rapports de gestion (si applicable) ainsi que les rapports des commissaires aux comptes (si applicable) des trois derniers exercices des Sociétés Fusionnantes;

- les comptes annuels et la situation comptable arrêtés au 31 décembre 2025 des Sociétés Fusionnantes.

20. DECLARATIONS

La Société Absorbée déclare :

- * qu'elle n'est pas et n'a jamais été en redressement judiciaire ou liquidation judiciaire et n'est pas en état de cessation de paiement,
- * que selon les informations connues à ce jour, elle n'est pas actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet de poursuites pouvant entraver l'exercice de son activité,
- * que les biens de la société CV2A ne sont grevés d'aucune inscription de quelque nature que ce soit,
- * que les actions de la société CV2A ne sont grevées d'aucune inscription de quelque nature que ce soit.

21. CONDITIONS SUSPENSIVES

La Fusion est soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- approbation de la fusion par l'assemblée générale de la Société Absorbée,
- approbation de la fusion par l'assemblée générale de la Société Absorbante,
- délivrance par le greffe du tribunal des activités économiques de LYON, de l'attestation de conformité conformément aux articles L 236-42 et R. 236-31 du code de commerce français,
- délivrance par le notaire luxembourgeois, de l'attestation de conformité conformément aux articles 1025-12 et 1025-13 de la loi du 10 aout 1915 sur les sociétés commerciales.
- délivrance par le greffe du tribunal des activités économiques de LYON, du certificat de légalité relatif à la Réalisation de la Fusion, conformément à l'article L236-43, du code de commerce français.

Faute de réalisation des conditions visées ci-dessus, le 30 septembre 2026 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues.

22. DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE

La réalisation de la Fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante entrainera la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée et la transmission universelle du patrimoine de la Société Absorbée à la Société OPPORTUNITY INVEST, dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation.

Du fait de la reprise par la Société OPPORTUNITY INVEST de la totalité de l'actif et du passif de la Société CV2A, la dissolution de cette dernière ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

La Société OPPORTUNITY INVEST est substituée dans tous les droits, obligations et actions de la Société CV2A sans que cette substitution emporte novation.

Paraphe DS
ap ZI

23. DECLARATIONS FISCALES

A – Engagement déclaratif général :

Les représentants de chacune des deux sociétés obligent celles-ci à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le calcul et le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente Fusion.

B – Pour la France :

La présente fusion transfrontalière est réalisée entre la Société Absorbante, société de droit français soumise à l'impôt sur les sociétés en France, et la Société Absorbée, société de droit luxembourgeois soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités au Luxembourg. L'opération est placée en dehors du régime de faveur prévu à l'article 210 A du Code général des impôts, les Parties ayant renoncé au bénéfice de ce régime. La Fusion ne comporte aucune clause de rétroactivité fiscale ; ses effets fiscaux prennent effet à la date de sa réalisation définitive, soit au jour suivant la date de délivrance du certificat de légalité du Greffier du Tribunal des activités économiques de LYON, constatée par l'accomplissement des formalités légales requises dans chacun des deux États concernés.

À la date de réalisation définitive de la Fusion, la Société Absorbée sera regardée comme ayant cessé son activité au Luxembourg, entraînant la clôture de son exercice fiscal en cours. Conformément au droit fiscal luxembourgeois et en l'absence du bénéfice du régime de neutralité fiscale applicable aux fusions transfrontalières, l'ensemble des bénéfices non encore imposés à cette date sera immédiatement taxable, notamment les bénéfices d'exploitation réalisés depuis l'ouverture du dernier exercice, les plus-values latentes afférentes aux éléments de l'actif immobilisé transmis, ainsi que les provisions antérieurement constituées devenant sans objet du fait de la fusion. La société absorbée demeurera seule responsable du respect de ses obligations déclaratives et de paiement auprès de l'administration fiscale luxembourgeoise au titre de la période antérieure à la fusion.

TVA :

Les soussignés constatent que la présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apports à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts et des articles 19 et 29 de la directive 2006/112/CE en date du 28 novembre 2006. En conséquence, conformément à la doctrine administrative publiée sous la référence BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10, les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir seront dispensés de TVA.

En application des dispositions de l'article 287. 5 c du CGI, la Société Absorbée et la Société Absorbante mentionneront chacune le montant total HT des actifs transmis sur la ligne 05 "Autres opérations non-imposables" dans leur déclaration CA3 de TVA souscrite au titre du mois de réalisation de la fusion.

Paraphe DS



Droits d'enregistrement :

Les parties déclarent que la présente opération entre dans le champ d'application de l'article 816 du C.G.I., les sociétés concernées étant des personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés.

A ce titre, conformément aux dispositions de l'article 816 du C.G.I., la présente fusion sera enregistrée gratis.

C – Pour le Luxembourg

Impôts directs:

À la date de réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée sera réputée avoir cessé toute activité au Luxembourg, entraînant la clôture anticipée de son exercice fiscal.

En l'absence d'application du régime de neutralité fiscale prévu notamment aux articles 170 et suivants de la loi luxembourgeoise du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, pour les opérations de fusion, les bénéfices et plus-values latents non encore imposés à cette date deviennent immédiatement imposables. Cette imposition porte en particulier sur (i) les résultats d'exploitation réalisés depuis l'ouverture du dernier exercice, (ii) les plus-values latentes afférentes aux éléments de l'actif immobilisé transférés, ainsi que (iii) les provisions antérieurement constituées qui deviennent sans objet du fait de la fusion.

Par ailleurs, la Société Absorbée demeure seule redevable du respect de ses obligations fiscales déclaratives et de paiement auprès de l'administration des contributions directes pour la période antérieure à la prise d'effet juridique de la fusion.

Taxe sur la valeur ajoutée

La présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apports à une société d'une universalité totale de biens et de services au sens de l'article 19 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

L'opération est hors de TVA et aucune TVA n'est à facturer sur les actifs transférés.

La Société Absorbante est réputée succéder à la Société Absorbée pour les droits et obligations TVA liés aux éléments transférés.

Droit d'enregistrement

La formalité d'enregistrement sera effectuée au droit fixe pour l'assemblée générale extraordinaire d'approbation de fusion.

24. FRAIS – DROITS ET HONORAIRES

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donneront ouverture les présentes et leur réalisation incomberont à la Société Absorbante.

25. – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites et pour toutes significations et notifications, les parties élisent domicile en leur siège social respectif.

26. L LES STATUTS, S'ILS FONT L'OBJET D'UN ACTE DISTINCT (ARTICLE 1025-4 9° DE LA LSC ET ARTICLE R236-21 10° DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS).

Le projet de statuts de la Société Absorbante, à la suite de la Fusion, seront annexés au projet, tels que figurant en Annexe 1.

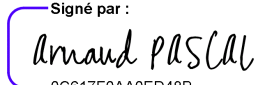
27. PROCEDURES SELON LESQUELLES LES MODALITES D'IMPLICATION DES TRAVAILLEURS DANS LA DEFINITION DE LEURS DROITS A LA PARTICIPATION DANS LA SOCIETE ISSUE DE LA FUSION TRANSFRONTALIERE SONT DETERMINES (ARTICLE 1025-4 10° DE LA LSC ET ARTICLE R236-21 11° DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS).

Etant donné qu'aucune des Sociétés Fusionnantes n'a d'employé, aucune procédure sur les modalités d'implication des travailleurs ne doit être mise en place.

28. MESURE D'INCITATION OU SUBVENTION RECUE PAR LA SOCIETE ABSORBEE DANS L'ETAT MEMBRE DE DEPART AU COURS DES 5 (CINQ) DERNIERES ANNEES (ARTICLE 1025-4 15° DE LA LSC).

La Société Absorbée n'a reçu aucune mesure d'incitation ou subvention.

À Lyon et à Luxembourg,
Le 11 juin 2026.

Signé par :

0C617F0AA0ED48B...

La Société Absorbante
La société OPPORTUNITY INVEST
Représentée par Arnaud PASCAL

DocuSigned by:

98AB5DC5558C4C5...

La Société Absorbée
La société CV2A
représentée par
Izzate ZEYMOUSSI

PARITE D'ECHANGE

Valeur globale de la société absorbée CV2A :	EUR 1.128.590 (B)
Nombre de parts sociales :	100
Valeur unitaire par part de la société absorbée CV2A :	EUR 11.286
Valeur globale de la société absorbante OPPORTUNITY INVEST :	EUR 344.691
Nombre d'actions :	10.000
Valeur unitaire par action de la société absorbante:	EUR 34,47 (A)
Parité d'échange (B/A) : 0,03	
Nombre de nouvelles actions à créer :	32.742
Valeur nominale unitaire des actions de la société absorbante :	EUR 1
Augmentation de capital à réaliser :	EUR 32.742
Prime de fusion constatée :	EUR 1.095.848

Paraphe	DS
	

Annexe 2 : Projet de statuts de la société OPPORTUNITY INVEST

Paraphe DS

ap EI

OPPORTUNITY INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 42 742 euros

Siège social : 39 rue Félix Jacquier

69006 LYON

921 280 418 RCS LYON

PROJET STATUTS À JOUR

Certifiés conformes

Par le Président

Par suite de l'Assemblée Générale Extraordinaire du XX XX 2026

Paraphe DS
ap El

OPPORTUNITY INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 42 742 euros

Siège social : 39 rue Félix Jacquier

69006 LYON

921 280 418 RCS LYON

TITRE I

FORME DE LA SOCIETE – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Il est précisé en tant que de besoin que, sauf stipulation contraire, chaque fois qu'il sera question ci-après d'une décision des associés, sera aussi bien visée une décision de l'ensemble des associés que de l'associé unique selon le cas.

La Société ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achats d'actions, d'obligations et de tous droits sociaux dans toutes sociétés, affaires ou entreprises, ainsi que leur détention et leur gestion ;
- L'animation et la gestion de tout ou partie desdites sociétés, affaires ou entreprises, ainsi que la réalisation de prestations de conseil en leur faveur, ou en faveur d'autres entreprises, en matière de stratégie commerciale, de développement, de communication, de prestations d'ordre administratif, technique et financier,
- Le conseil et l'assistance opérationnelle aux entreprises dans les domaines suivants : procédures de contrôle budgétaire, de planification et organisation des commandes, d'approvisionnement, la recherche de rendement, de contrôle, d'information de gestion, d'organisation de direction, d'administration commerciale et de gestion ;

Paraphe 	DS 
---	--

- La participation de la Société par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissement ; la prise, l'exploitation ou la cession de tous procédés ou brevets concernant ces activités,
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

À cette fin, la Société peut accomplir toutes opérations concourant directement ou indirectement à la réalisation de son objet ou susceptible d'en favoriser le développement.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : " **OPPORTUNITY INVEST**".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **39 rue Félix Jacquier – 69006 LYON.**

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe par une simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de ratification de cette décision par la plus proche décision collective des associés statuant à la majorité simple, et partout ailleurs en vertu d'une décision collective des associés statuant à la majorité simple également, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 – DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Paraphe	DS
	

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés statuant à la majorité simple des voix attachées à l'ensemble des actions.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la Société :

Apports en numéraire

Une somme en numéraire d'un montant de DIX MILLE (10 000) euros, correspondant à DIX MILLE (10 000) actions d'une valeur nominale de UN (1) euro chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 7 novembre 2022 par le CREDIT AGRICOLE CENTRE-EST, agence de LYON BELLECOUR (69002), dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit DIX MILLE (10 000) euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Lors de la fusion par voie d'absorption par la Société de la société CV2A, société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 170009, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 1 128 590,81 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUARANTE DEUX MILLE SEPT CENT QUARANTE DEUX (42 742) euros.

Il est divisé en QUARANTE DEUX MILLE SEPT CENT QUARANTE DEUX (42 742) actions de UN (1) euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées, numérotées de 1 à 42 742.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme, à la majorité simple des actions composant le capital social. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L. 228-91 du Code de commerce sont autorisées par la collectivité des associés statuant à la majorité simple des actions composant le capital social, sur rapport du Président et rapport spécial du Commissaire aux Comptes, s'il en existe, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, proportionnellement au montant de leurs actions, aux propriétaires d'actions existantes.

Toutefois, conformément à l'alinéa 5 de l'article L. 228-11 du Code de commerce, les actions de préférence auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation sont privées de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital en numéraire.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère à la majorité simple des actions entrant dans la composition du capital.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant à la majorité simple des actions composant le capital social et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

Paraphe	DS
	

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - La collectivité des associés délibérant à la majorité simple des actions composant le capital social peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

IV - La décision d'une Assemblée Générale des associés de modifier les droits attachés à une catégorie d'actions de préférence ne sera prise qu'après approbation par les associés de ladite catégorie constitués en Assemblée spéciale et statuant à la majorité simple des voix.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" au choix de l'associé

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut créer des actions de préférence.

La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions de préférence.

ARTICLE 10 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire, ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société par lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

En cas de remise en gage par un associé de ses actions, l'associé débiteur continue de représenter seul ces actions.

ARTICLE 12 - NUE-PROPRIÉTÉ - USUFRUIT

Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier, notamment pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices en vertu de l'article 1844 du Code civil. Cependant, pour toutes les décisions pour lesquelles la loi exige un vote unanime, le droit de vote appartient au nu-propriétaire.

Pour les décisions autres que celles relatives à l'affectation des bénéfices, le nu-propriétaire et l'usufruitier peuvent convenir que le droit de vote sera exercé par le nu-propriétaire. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de communication des associés peut être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Lorsqu'une action est grevée d'usufruit, les droits du nu-propriétaire et de l'usufruitier sont, sauf convention contraire des parties, répartis de la manière suivante :

- Les dividendes et le report à nouveau reviennent à l'usufruitier ;
- Le nu-propriétaire a droit aux réserves mais en cas de distribution de ces réserves, l'usufruitier a un droit de jouissance sur les sommes distribuées, sous la forme d'un quasi-usufruit, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit ;

- Lors du partage, le boni de liquidation et le remboursement des apports reviennent au nu-propriétaire mais restent soumis à l'usufruit, l'usufruitier pouvant disposer librement des sommes correspondantes, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit (C. civ., art. 587, quasi-usufruit).

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propriété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription trois jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propriété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propriété peut exiger le emploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propriétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

ARTICLE 13 – CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I - Les actions de numéraire ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

II - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres, étant observé que le transfert de propriété n'intervient pas avant l'inscription sur lesdits registres, au compte de l'acquéreur, des actions cédées.

Paraphe
ap

DS
A

La transmission des actions, à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère également au moyen d'un ordre de mouvement de compte à compte mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société. La notification de l'inscription en compte du cessionnaire à la société s'effectue par lettre recommandée avec avis de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge dans un délai de quinze jours suivants la date de cession. La date d'inscription en compte ne pourra être que concomitante ou postérieure à la date de notification.

ARTICLE 14 - AGRÉMENT

I - Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, toute cession d'actions effectuée à quelque personne et dans quelques conditions que ce soit, est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité simple des actions entrant dans la composition du capital social, l'associé cédant conservant le droit de vote.

À cet effet, le cédant doit notifier par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire ou, s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, R.C.S, identité de ses associés et de ses dirigeants sociaux, montant et répartition de son capital social), ainsi que le nombre des titres dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte soit de la notification par le Président, effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de la décision favorable de la collectivité des associés statuant à la majorité simple des actions composant le capital social, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les quinze jours de la décision d'agrément. À défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, la Société est tenue, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit de faire acquérir les actions par un associé ou un tiers, soit de les acquérir elle-même en vue de les revendre ultérieurement ou de réduire son capital, le consentement du cédant étant toutefois requis dans ce dernier cas.

À défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Paraphe	DS
	

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

La présente clause d'agrément peut être modifiée ou supprimée à la majorité simple des actions composant le capital social de la Société.

Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

II - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les transmissions, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

III - Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, et en cas de cession d'actions démembrées. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société.

ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DANS LE CONTRÔLE D'UN ASSOCIÉ

Tous les associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai d'un mois de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le Président consulte la collectivité des associés sur les conséquences à tirer de cette modification.

Ainsi, à la majorité simple des associés, le droit de vote de la société associée étant maintenu pour cette décision, la collectivité des associés agréée la modification ou impartit à la société associée intéressée un délai d'un mois pour régulariser sa situation. À défaut de régularisation dans le délai imparti, la société intéressée sera exclue de la société dans les conditions ci-après prévues.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 16 - EXCLUSION D'UN ASSOCIÉ

Tout associé peut être exclu dans les cas suivants :

S'agissant d'une personne morale :

- Réduction de son capital en dessous du montant prévu par les dispositions légales ;
- Modification de son contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Pour tout associé, personne physique ou morale :

- Dissolution, mise en redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ;
- Exercice d'une activité concurrente à celle de la société, soit directement ou indirectement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- Violation d'une clause statutaire ;
- Manquement aux obligations inhérentes à sa qualité d'associé ;
- Mésentente durable entre associés ;
- Opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs ;
- Condamnation pénale prononcée à son encontre (ou à l'encontre de son dirigeant pour un associé personne morale) ;
- Plus généralement, condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés délibérant à la majorité simple des actions composant le capital social ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés ses observations et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la Société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un acquéreur pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social, le consentement de l'exclu étant toutefois requis dans ce dernier cas. Il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption...).

Le prix de cession des actions de l'associé exclu sera déterminé par accord entre les associés intéressés ou, à défaut d'accord, suivant évaluation arrêtée par un expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en matière de référé à la demande de la partie la plus diligente, les frais étant à la charge de la société.

À défaut pour l'associé exclu de remettre un ordre de mouvement signé de sa main ou de son mandataire dans les huit jours de la décision d'exclusion, la cession des actions sera effectuée par le Président de la société sur le registre des mouvements des actions et le prix devra être payé à l'exclu dans le délai de quinze jours.

À défaut pour le Président d'y procéder, tout associé pourra demander en référé la nomination d'un administrateur "ad hoc" chargé d'y procéder.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans les délais prévus, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

À compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause d'exclusion ne peut être supprimée ou modifiée que par décision collective des associés statuant à la majorité simple des actions entrant dans la composition du capital social.

ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

I - Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information préalable aux décisions collectives, droit de poser des questions écrites deux fois par an sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de demander en justice la récusation des Commissaires aux Comptes..

II - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

En cas de cession, l'acquéreur aura droit aux dividendes non échus, sauf dispositions contraires notifiées à la société.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la société.

Paraphe
ap

DS
A

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives.

III - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

IV - Les actions peuvent être données à bail au sens de l'article 1 709 du Code civil sous réserve de l'accord des associés à la majorité simple des voix attachées aux actions.

TITRE III

DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 18 – DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

18.1 Président

La société est administrée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique, salariée ou non, associée ou non de la société, soit une personne morale associée ou non de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

Nomination du Président

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la majorité simple.

La décision nommant le Président fixe la durée de ses fonctions ainsi que les modalités de sa rémunération.

Durée des fonctions

Le mandat de Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le premier Président de la société est nommé sans limitation de durée.

Démission - Révocation

Paraphe 	DS 
---	--

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le Président est révocable à tout moment et sans préavis, par décision de la collectivité des associés délibérant à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions. Le Président, s'il est associé, participe au vote.

La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Président, qu'il s'agisse d'une personne morale ou d'une personne physique, ne peut en aucun cas, sauf décision contraire de la collectivité des associés délibérant à la majorité simple, ouvrir droit à versement par la société d'une indemnité de cessation de fonctions.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale ;
- Exclusion du Président associé.

Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant à la majorité simple des actions composant le capital social.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Pouvoirs du Président

Paraphe DS
ap Z

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. À ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts qui limiteraient les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers

Les pouvoirs du Président peuvent également être limités par décision collective des associés délibérant à la majorité simple, ces limitations étant toutefois inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le Président peut accomplir tous actes de direction, de gestion, et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social, sous réserve des pouvoirs que la loi et les présents statuts attribuent à la collectivité des associés.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

18.2 Directeur(s) Général(aux)

Désignation

Sur proposition du Président, un ou plusieurs Directeur(s) Général(aux) peut(vent) être nommé(s) par une décision collective des associés délibérant à la majorité simple des voix attachées aux actions.

Le Directeur Général est soit une personne physique salariée ou non, associée ou non de la société, soit une personne morale associée ou non de la société.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général encourt les mêmes responsabilités que le Président de la société.

Durée des fonctions

Le mandat de Directeur Général peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat de Directeur Général est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Directeur Général fixe la durée de ses fonctions, qui ne peut excéder celle du mandat du Président, ainsi que les modalités de sa rémunération.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Paraphe DS
ap AI

Cessation des fonctions

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la décision du Président qui nommera un nouveau Directeur Général en remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Le Directeur Général est révocable à tout moment et sans préavis, par décision de la collectivité des associés délibérant à la majorité simple. Le Directeur Général, s'il est associé, participe au vote.

La décision de révocation du Directeur Général peut ne pas être motivée.

Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale ;
- Exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision collective des associés statuant à la majorité simple des voix attachées aux actions.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général sera remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le Directeur Général, personne physique, ou le représentant de la personne morale Directeur Général, pourra être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose, tant à l'égard des tiers que dans les rapports entre associés, des mêmes pouvoirs que le Président comme indiqué à l'article 18.1 ci-dessus.

Il est également doté de l'ensemble des prérogatives attribuées au Président par les dispositions législatives, réglementaires ou des présents statuts.

Les pouvoirs du Directeur Général peuvent être limités par une décision de la collectivité des associés délibérant à la majorité simple, ces limitations étant toutefois opposables aux tiers.

Paraphe	DS
	

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIÉS

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du Commissaire aux Comptes par le Président, s'il en existe un, ceci dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

Le Président ou le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé, ceci à la majorité simple.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

À peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux Directeurs Généraux, personnes physiques, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux représentants des personnes morales Président ou Directeurs Généraux, ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants, descendants ou tout autre personne interposée.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer par décision collective ordinaire un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, en application de l'article L. 823-1 du Code de commerce.

Cette nomination est obligatoire si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, les seuils définis légalement et fixés par décret. Le Commissaire aux Comptes sera nommé pour un mandat de six exercices et exercera son mandat dans le cadre d'un audit légal classique.

Si un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital en font la demande, la Société sera également tenue de désigner un Commissaire aux Comptes, pour un mandat de trois exercices et sera soumise à l'audit légal "petites entreprises".

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. La durée de son mandat sera de six exercices.

Dans le cas où une telle nomination demeure facultative, la collectivité des associés disposera toujours de la faculté de désigner volontairement un Commissaire aux Comptes, à la majorité simple, dans les conditions prévues à l'article L. 225-228 du Code de commerce. La Société pourra limiter la durée du mandat à trois exercices et sera ainsi soumise à l'audit légal "petites entreprises".

Paraphe	DS
	

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 21 - REPRÉSENTATION SOCIALE

Les délégués du comité social et économique, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2312-72 du Code du travail auprès du Président.

A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

TITRE IV

DÉCISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 22 – DECISIONS DEVANT ÊTRE PRISES COLLECTIVEMENT

Outre les décisions qui doivent être prises à l'unanimité des associés et qui concernent :

- L'inaliénabilité des actions ;
- L'adoption, la modification ou la suppression d'une clause statutaire relative à la suspension des droits de vote et à l'exclusion d'un associé ou à la cession forcée de ses actions, consécutivement au changement de contrôle d'une personne morale ;
- L'augmentation des engagements des associés ;

les décisions non limitativement énumérées dont la liste suit relèvent également de la compétence de la collectivité des associés, que ce soit en vertu d'une disposition légale :

- Augmentation, réduction et amortissement du capital social ;
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- Dissolution et liquidation de la société ;
- Transformation en une société d'une autre forme ;
- Nomination, renouvellement et remplacement des Commissaires aux Comptes ;
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions réglementées ;

Paraphe

ap

DS

El

Ou statutaire :

- Modification de l'objet social ;
- Transfert du siège social ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Nomination, renouvellement et révocation du Président de la société ;
- Nomination, renouvellement et révocation des Directeurs Généraux ;
- Fixation de la rémunération des dirigeants ;
- Approbation des conventions réglementées ;
- Suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions ;
- Etc.

Plus généralement, toutes décisions entraînant la modification des statuts devront être décidées par la collectivité des associés dans les conditions fixées à l'article 23 des présents statuts, sauf celles concernant le transfert du siège social dans un département limitrophe.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président de la Société.

ARTICLE 23 – REGLES D'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Chaque action donne droit à une voix.

Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls sont pris en compte pour le calcul des majorités et équivalent à un rejet de la résolution.

Que ce soit en matière de décisions ordinaires, ne modifiant pas les présents statuts, ou en matière de décisions extraordinaires, apportant une modification directe ou indirecte aux statuts, l'Assemblée générale statue à la majorité simple des voix attachées à l'ensemble des actions constitutives du capital de la société.

Cette disposition n'est cependant pas applicable aux décisions requérant en vertu de la loi ou des présents statuts l'unanimité des voix attachées à l'ensemble des actions constitutives du capital de la société.

ARTICLE 24 - FORME ET MODALITÉS DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président, en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Lorsque l'initiateur de la convocation n'est pas le Président, la décision collective est alors impérativement prise en Assemblée Générale, à l'exclusion de toute autre forme de consultation.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au deuxième jour précédant la décision collective à zéro heure, heure de Paris.

Paraphe	DS
	

Il ne sera pas tenu compte d'un transfert de propriété de titres intervenant pendant ce délai de deux jours ouvrés.

24.1 Assemblée générale

Convocation

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Président ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés représentant 5 % au moins du capital social.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite HUIT (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

Le ou les Commissaires aux Comptes de la société, s'ils existent, sont convoqués aux Assemblées dans les mêmes formes et délais que les associés.

Toute autre personne pourra participer aux Assemblées à condition d'y être autorisée par le Président de la société.

Ordre du jour

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins vingt pour cent (20 %) du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social trois (3) jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les deux (2) jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, sauf si elle réunit la totalité des associés disposant du droit de vote. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, le ou les Directeurs Généraux, et procéder à leur remplacement.

Admission aux Assemblées - Pouvoir

I - Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom.

Paraphe	DS
	

II - Un associé peut se faire représenter par son conjoint, un autre associé ou par toute autre personne justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales associées prennent part aux Assemblées, qu'ils soient associés ou non.

III - Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la société jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée, au plus tard à quinze heures, heure de PARIS.

Visioconférence

Le Président peut également choisir de tenir l'Assemblée Générale par voie de consultation des associés au moyen des procédés de visioconférence.

Dans ce cas, le Président établit, date et signe, dans la journée de la consultation, un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- La survenance éventuelle d'un incident technique relatif à la visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou par tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant le jour même, après signature, une copie au Président, ceci par télécopie ou par tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées par les associés sont conservées au siège social.

Paraphe DS
AP AI

Tenue de l'Assemblée – Bureau – Vote – Procès-verbaux

I - Lors de chaque assemblée, une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, est établie et certifiée par le président de séance après avoir été émargée par les associés présents et les mandataires. Y sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.

II - L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un Directeur Général spécialement délégué à cet effet par le Président. À défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président parmi les associés présents.

En cas de convocation par un Commissaire aux Comptes ou par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

III - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés. Les associés peuvent aussi voter par correspondance.

24.2 Acte sous seing privé

Les décisions collectives peuvent également résulter de la signature d'un acte sous seing privé par tous les associés.

24.3 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un bulletin de vote en deux exemplaires portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. À défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de huit jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée ou, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et, à défaut, au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

ARTICLE 25 - PROCÈS-VERBAUX DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés et signés le jour même de la consultation par le Président de séance, le secrétaire s'il a été désigné, les associés présents et les mandataires des associés représentés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le Président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité du Président de séance, le nombre d'actions participant au vote, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à la visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance ainsi que le texte des résolutions, et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 26 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIÉS

Tout associé a le droit d'obtenir, préalablement à toute décision collective prise sous l'une quelconque des formes exposées ci-dessus, la communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

Il lui suffit alors d'en faire la demande expresse au Président de la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 27 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier octobre et finit le trente septembre.

Paraphe DS
AP

ARTICLE 28 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux Lois et usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif.

Il arrête également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code du commerce, à savoir le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit, lorsque la loi l'impose, un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Lorsque la Société est une petite entreprise au sens des articles L. 123-16 et D. 123-200, 2° du Code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Le Président doit également rédiger, le cas échéant :

- Le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés ;
- En l'absence de Commissaire aux Comptes, le rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé entre la société, des dirigeants ou ses associés ;
- Les documents de gestion prévisionnelle ;
- Le rapport spécial relatif aux opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société à chacun des mandataires sociaux.

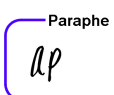
Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes, s'il en existe un, dans les conditions légales et réglementaires.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les neuf mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 29 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Paraphe	DS
	

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut ensuite prélever les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

S'il en existe un, le solde est réparti entre les associés, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux, par une décision collective des associés délibérant à la majorité simple.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

S'il en existe, les pertes sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 30 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés délibérant à la majorité simple.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions, et ce, conformément aux dispositions légales.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

Paraphe	DS
	

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL – TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 31 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 32 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles, mais il est néanmoins nécessaire que tous les associés soient majeurs, du fait de la qualité de commerçant inhérente aux associés de société en nom collectif.

Paraphe	DS
	

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 33 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de la collectivité des associés prise dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, à la majorité simple.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés statuant à la majorité simple peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions du premier alinéa de l'article L. 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Par ailleurs, et toujours dans cette hypothèse où toutes les actions sont réunies en une seule main, la décision éventuelle de dissolution de la société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 34 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés, le Président, l'un quelconque des autres dirigeants et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales mais aussi à l'interprétation ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumises aux tribunaux compétents.

Paraphe DS
AP AI